



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

[Pour voir cet email, cliquez ici](#)

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 26 septembre 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Prix des carburants :
la Première ministre a réuni les raffineurs, les distributeurs et les professionnels de la filière à Matignon.

Face à l'inflation qui affecte nos concitoyens, Élisabeth Borne, Première ministre, accompagnée d'Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, et d'Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des Petites et moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, a réuni mardi 26 septembre les opérateurs pétroliers, les acteurs de la grande distribution ainsi que leurs fédérations représentatives, pour aborder la situation du marché des carburants et réfléchir collectivement à la manière de proposer des baisses de prix aux Français.

En préambule de la réunion, la Première ministre a rappelé l'augmentation du prix du baril à plus de 90 dollars aujourd'hui contre 73 dollars fin juin. Ce phénomène, conjugué à une hausse des prix des produits raffinés sur le marché européen, entraîne depuis le mois de juillet une augmentation des prix à la pompe partout en Europe.

Le Gouvernement reste plus que jamais déterminé à aider les Français à faire face à l'inflation. Outre les dispositifs financés par l'État depuis 2021, le Gouvernement attend de l'ensemble des acteurs qu'ils se mobilisent et prennent leur juste part.

C'est pourquoi, la Première ministre a échangé avec les acteurs pour activer plusieurs leviers d'action :

- **La baisse des prix :** lors de cette réunion, les grandes enseignes se sont engagées à faire des opérations à prix coûtant en faveur du pouvoir d'achat des Français, dans l'ensemble de leur réseau jusqu'à la fin de l'année :
 - Pour Carrefour et Leclerc, prix coûtant tous les jours ;
 - Pour Casino, Cora et Intermarché, prix coûtant deux week-ends par mois ;
 - Pour Système U et Auchan, prix coûtant au moins un week-end par mois.

Cet effort conjugué représente **près de 120 000 opérations à prix coûtant dans 4000 stations** jusqu'à la fin de l'année. Il s'ajoute aux 3400 stations Total Energies qui gèlent le prix à 1,99 euro du litre.

Il est complémentaire au chèque de 100 euros de l'État qui sera accordé, comme l'an passé, au printemps prochain aux ménages modestes ayant besoin de leur voiture pour aller travailler, et qui représente une remise de l'ordre de 20cts/L.

La Première ministre a par ailleurs rappelé que jusqu'à la fin de l'année, les employeurs sont incités fiscalement à mieux rembourser leurs salariés des frais de carburant, avec une suspension temporaire des conditions pour bénéficier de la « prime transport » et un doublement du plafond d'exonération.

- **La maîtrise des marges** : afin que toute la transparence soit faite sur les coûts et les marges de l'ensemble de la filière, l'Inspection générale des finances et l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable sont chargées de réaliser une mission sur la formation et la transparence des prix des carburants. Cette mission couvrira l'ensemble de la filière pétrolière et portera notamment sur les coûts du raffinage, les coûts de transport, de distribution et sur les marges nettes des entreprises. Leurs résultats seront rendus au mois de décembre.
- **Une meilleure information en temps réel des prix à la pompe dans les stations** : afin que les Français puissent se rendre dans les stations qui proposent les meilleurs prix, les données sur les prix déjà disponibles sur le site prix-carburants.gouv.fr seront rendues encore plus accessibles dès les prochaines semaines. Le site signalera aussi les enseignes qui participent aux opérations à prix coûtant.
- **Un soutien financier du Gouvernement pour accompagner les réseaux d'indépendants dans la transition écologique** : un fonds spécifique de 10 millions d'euros y est d'ores et déjà dédié. Un nouveau dispositif avec des critères assouplis et 5 millions d'euros supplémentaires prendra le relais.

La Première ministre a donné **rendez-vous début décembre** à l'ensemble des participants pour refaire un point sur la situation.

Contact : 01 42 75 50 78/79
communication@pm.gouv.fr

[Cliquez ici si vous souhaitez ne plus recevoir d'emails de notre part](#)